

■ Wallonie | Social

Choix délicats sur l'habi

► Difficultés entre le PS et Ecolo dans la majorité wallonne.

► L'associatif branché sur "l'habitat permanent" se dit très inquiet.

Le ton est monté, ces derniers jours, dans la majorité Olivier wallonne, singulièrement entre Ecolo et la ministre (PS) de l'Action sociale, Eliane Tillieux, à propos du plan "Habitat permanent" (HP). La note d'orientation de la ministre est d'ailleurs restée bloquée pour plus ample examen lors du gouvernement wallon de jeudi dernier; le sujet doit y être réabordé ce jeudi.

Habitat permanent? L'intitulé désigne pudiquement le phénomène des personnes qui (sur)vivent en permanence dans des caravanes et autres "abris" en zones dites de loisirs. Le plus souvent faute de choix; et dans des conditions précaires. Sujet difficile. Comme est délicate toute politique visant à l'endiguer, entre difficultés à déloger et reloger, entre respect des choix de vie et lutte contre la pauvreté, entre droit au logement et exposition à des zones inondables... Pour preuve, les tensions politiques et associatives du moment.

C'est fin 2002 qu'a été lancé le premier plan régional HP. Basé sur l'implication des quelque 90 communes concernées et l'adhésion volontaire, il vise à favoriser la réinsertion dans des logements espérés décentes. De 2003 à 2008, ni plus ni moins que 841 ménages ont ainsi été relogés. Tandis que le chiffre



BRUNO DEVOGHEL

Des associations préviennent le gouvernement wallon: pas question de mesures "qui risquent d'in

des résidents permanents (RP) recensés a augmenté. On le doit, outre au nombre grandissant de communes adhérentes au plan, au fait que dès qu'un résident est relogé, un autre prend sa place.

Dans les 35 communes sous plan, qui concentrent 87% de la population visée, 8 000 RP étaient identifiés fin 2008. Au total, quelque 9 000 Wallons vivraient donc toute l'année en camping et lieu

assimilé. Un minimum: il est difficile d'établir des chiffres exacts (caravanes isolées, RP non domiciliés, etc.) et le volume réel doit être plus élevé: les évaluations vont de 12 000 à 15 000 personnes. Enfin, le HP se concentre surtout dans quelques communes⁽¹⁾.

Toujours est-il qu'après nouvelle évaluation par l'administration, éditée au

tat en camping



sécuriser et fragiliser encore plus les habitants”!

printemps dernier, la ministre Tillieux avait annoncé une adaptation du plan. Laquelle devrait porter sur *“l’accompagnement soutenu des résidents avant et après le relogement”*, sur le développement de l’offre de logements par l’expérimentation de projets innovants (logements solidaires, etc.), sur l’arrêt de nouvelles installations en équipements touristiques.

Or, après une lente gestation, le dossier a fort bougé. *“Je ne comprends pas. Que peut justifier que, soudain, les choses doivent se faire en quelques jours, au point que les intéressés ne puissent réagir”*, a ainsi apostrophé au Parlement, pour Ecolo, le député Patrick Dupriez. Il faudrait savoir, lui a répliqué en substance M^{me} Tillieux: jusqu’ici, dans l’opposition MR notamment, on lui reprochait sa lenteur...

Mais il est surtout des appréhensions de fond, peut-être en partie gonflées par l’émotion dans la forme. Lundi, sept associations⁽²⁾, sur base de leurs infos, ont ainsi averti le gouvernement wallon qu’il faisait *“fausse route”*. Notamment parce que la crise générale du logement ne serait pas prise en compte et que, *“faute d’alternative et d’accompagnement, l’interdiction de domiciliation va rejeter à la marge ceux qui auraient pu trouver à se loger compte tenu de leurs moyens”*; ou parce que *“la fermeture programmée des zones inondables annonce un dangereux revirement et des catastrophes sociales”*.

On imagine que le gouvernement s’emploiera à casser l’impression que le nouveau plan reviendrait à dire: *“On vous oblige à partir et débrouillez-vous.”* Il pourrait, aussi, davantage distinguer la situation des installés de celle des nouveaux *“candidats”*.

P.P.

→ (1) Sept communes atteignent ou dépassent les 500 RP *“officiels”*: Aywaille, Couvin, Durbuy, Froidchapelle, Hastière, Philippeville, et Somme-Leuze.

→ (2) Dont Solidarités nouvelles, Lutte-Solidarité-Travail, Droit au Logement différent, et le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.